

Québec, le 8 juin 2018

Monsieur Laurent Dubois
Directeur général
Union des écrivaines et des écrivains du Québec (UNEQ)
3492, Avenue Laval
Montréal (Québec) H2X 3C8

Objet : Déduction relative au revenu provenant de droits d'auteur
N/Réf. : 18-041472-003

Monsieur,

La présente est pour vous informer d'une modification importante concernant l'application de la déduction relative au revenu provenant de droits d'auteur prévue à l'article 726.26 de la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ci-après désignée « LI ».

Plus précisément, la modification vise le revenu provenant de droits d'auteur dont il est tenu compte pour l'application de la déduction.

Sommairement, l'article 726.26 de la LI prévoit qu'un particulier peut déduire dans le calcul de son revenu imposable pour une année d'imposition, sous réserve de certaines conditions, le moindre de :

- a) son revenu provenant de droits d'auteur;
- b) l'excédent de 15 000 \$ sur un montant égal à la moitié de l'excédent de son revenu provenant de droits d'auteur pour l'année moins 30 000 \$.

En vertu de cette disposition, le revenu provenant de droits d'auteur du particulier est égal à l'ensemble des montants qu'il a inclus dans le calcul de son revenu et qui proviennent des droits d'auteur dont il est le premier titulaire, sur l'ensemble des montants qu'il a déduits dans le calcul de son revenu pour l'année et qui se rapportent raisonnablement à des dépenses engagées pour percevoir ces montants.

En juin 2014, Revenu Québec a rendu une opinion à l'égard de l'expression « dépenses engagées pour percevoir ces montants » utilisée à l'article 726.26 de

la LI¹. L'opinion rendue est celle selon laquelle le revenu provenant de droits d'auteur, à partir duquel la déduction est calculée, doit être réduit de toutes les dépenses que le particulier a engagées pour gagner un revenu provenant des droits d'auteur, plutôt que strictement des dépenses engagées pour le recouvrement des revenus provenant de ces droits d'auteur.

Nous avons réévalué notre position en ce qui concerne l'application du deuxième alinéa de l'article 726.26 de la LI et sommes d'avis que la position de Revenu Québec qui prévalait avant l'interprétation de 2014 doit être rétablie.

Ainsi, le terme « percevoir » doit recevoir une interprétation restrictive en lui accordant le sens qui rattache la perception d'un montant à son recouvrement.


Ce n'est donc pas l'ensemble des dépenses engagées pour « gagner » un revenu provenant de droits d'auteur qui doit être considéré pour l'application du deuxième alinéa de l'article 726.26 de la LI de façon à réduire le revenu provenant de droits d'auteur mais plutôt uniquement les dépenses relatives à la « perception » du revenu provenant de droits d'auteur en termes de recouvrement.

En conséquence, Revenu Québec accordera aux écrivaines et écrivains qui en font la demande, le traitement applicable à la déduction relative au revenu provenant de droits d'auteur tel qu'il prévalait avant l'interprétation de juin 2014.

Les écrivaines et les écrivains concernés peuvent faire une demande de redressement pour une année d'imposition à l'aide du formulaire TP1-R – *Demande de redressement d'une déclaration de revenus*, disponible sur le site Interne de Revenu Québec dont l'adresse est la suivante : <https://www.revenuquebec.ca>.

Une telle demande peut être faite pour une année d'imposition se terminant au cours de l'une des dix années civiles précédant l'année civile de la demande².

Veillez agréer, Monsieur Dubois, l'expression de nos sentiments les meilleurs.


Claudine Arsenault notaire D. Fisc.
Direction de l'interprétation relative
aux particuliers

¹ Revenu Québec, lettre d'interprétation 13-019399-001 – *Déduction pour droits d'auteur*.

² Nous vous invitons à consulter le bulletin d'interprétation IMP. 1051-2/R1 – *Dossier Équité – Remboursement demandé après le 31 décembre 2004*, ci-joint pour plus de détails.